

n° 45

r é v o l u t i o n

**pro**

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

mai 2004

**Jeunes communistes révolutionnaires**

1€

**Contre  
Bush,  
Chirac  
et Poutine**



**Tous dans la  
rue le 5 Juin**

**Contre les  
occupations  
coloniales**



# Exploitation à Carrefour : « On n'est pas des premiers prix ! »

**A** lors que l'inflation s'élève à plus de 2% pour cette année la direction de Carrefour a fait signer un accord à FO qui promet seulement 1,5% d'augmentation de salaire dont 1% tout de suite et 0,5% à l'automne.....

Les deux syndicats CGT ET CFDT ont donc appelé à une journée de grève nationale il y a deux semaines. Cela faisait 15 ans qu'il n'y avait pas eu de grèves à Carrefour : celle-ci a été un succès avec plus de 40% de grévistes. Si certains magasins n'ont pas fait grève du tout, d'autres en revanche n'ont pas pu ouvrir tellement le nombre de grévistes était

important (plus de 98% dans certains magasins). Le manque à gagner sur une journée comme celle-ci est énorme. Et le moins qu'on puisse dire c'est que la direction de Carrefour l'a bien méritée. Carrefour vient de lancer une nouvelle campagne qui s'appelle « mieux consommer ». Le directeur de mon Carrefour à Lyon a donc organisé une réunion avec tous les employés. Le message était clair: « pour vous, mieux consommer ça veut dire mieux travailler... »

Lancé dans la fameuse bataille des hypers Carrefour rogne sur tout ce qu'il peut. Par exemple au cours d'une autre réunion le magasin s'engage à donner tous ses produits

défectueux mais consommables à la banque alimentaire (c'est la campagne moins bien consommé...). Louable me direz-vous ? Le véritable motif en fait : cela permet une économie annuelle de 1500 euros en retraitement de ces produits. Mais ce sont avant tout les employés qui paient le prix des restrictions. Ainsi les stratégies de management sont de plus en plus agressives et le nombre de plaintes pour harcèlement moral ne cesse d'augmenter. Les stagiaires en BTS ou BEP non payés mais qui font le même boulot que les autres se multiplient.

Mais cette grève prouve que l'espoir existe, les employés s'organisent de plus en plus

dans les syndicats et la colère monte. La grève était très offensive avec une manifestation organisée à l'intérieur même des magasins, et des slogans comme « On est pas des premiers prix » mais aussi « A bas l'oppression et l'exploitation ». Des contacts ont été pris avec les autres syndiqués de la FNAC ou d'autres salariés du centre commercial pour

organiser des actions encore plus larges. Après les luttes des FNAC, des McDos et des Pizzas Hut, les Carrefour entrent donc dans la bataille des précaires. Toute une tradition est à construire ....

Correspondant, [Lyon]

## La « misère du monde » ?

**C** a a castigé dur pour les sans-papiers dernièrement à Lille. Plusieurs d'entre eux se sont retrouvés à l'hosto après une intervention policière plutôt musclée. Ils criaient : « Nous sommes des êtres humains, nous ne sommes pas des animaux ». Petite phrase bête que malheureusement beaucoup oublient, car qui sait ce que vivent les sans-papiers ?

### Ils sont en danger, ils ne sont pas dangereux !

Contrairement à ce que l'on entend souvent dire, l'immigration a considérablement diminué en France, et la majeure partie des immigrés courent un véritable danger de mort dans leur pays. C'est le cas par exemple de Gladys et Sandrina, deux élèves de Châtenay-Malabry, dont les potes se sont mobilisés et ont réussi à ce qu'elles obtiennent des papiers et restent en France. Sandrina a 18 ans, elle vient d'Angola, un pays ravagé par des guerres civiles et militaires, Gladys vient d'Haïti, un des pays les plus pauvres du monde dont on a entendu parler récemment suite au coup d'Etat.

Pas besoin de trop s'approcher de Paris pour connaître ce genre de situation. Pensons par exemple aux réfugiés de Sangatte. Une membre du collectif CSUR témoigne des épreuves qu'ils ont traversé pour nous rejoindre : « Elle [l'infirmière dans les dunes de Calais] ausculte d'autres mains qui souffrent du froid alors qu'elles étaient déjà très abîmées auparavant (amputation partielle après plaies mal soignées lors d'un passage dans les montagnes du Kurdistan).

*Cela redevient toujours très douloureux avec le froid ». Et rappelons-nous cette réponse d'une roumaine tzigane au présentateur télé lui demandant si, vu la brutalité avec laquelle les flics français la traitaient, elle n'aurait pas été mieux en Roumanie : « Ici, au moins, on survit ! ».*

### Pouvons-nous accueillir « toute la misère du monde » ?

Face à ces tableaux terrifiants, on entend souvent : « C'est bien triste tout ça mais enfin ma p'tite dame, on peut pas accueillir toute la misère du monde ». Peut-on qualifier les sans-papiers débarquant en France comme étant la « misère du monde » ? Certains d'entre eux sont des gens très qualifiés, très intelligents, maîtrisant plusieurs langues. Il n'est pas facile de venir d'Irak, d'Afghanistan, d'Angola ou d'Haïti jusqu'en France. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux s'arrêtent dans les pays voisins, beaucoup d'Afghans vivent maintenant au Pakistan par exemple. La régularisation des sans-papiers ne créerait pas d'« appel d'air » contrairement à ce qui se dit. Selon l'INED, la proportion d'immigrés stagne autour de 7,4% depuis une vingtaine d'année et elle était déjà à 6,3% en 1931 : la dureté avec laquelle les immigrés sont accueillis ici change donc peu de choses à leur décision.

Non, nous ne récupérons pas les déchets de l'humanité mais des êtres humains dont la vie a autant de valeur que la nôtre ! La richesse d'un pays se calcule en fonction de ce qu'il produit (PIB pour ceux qui sont en Sciences Economiques et Sociales), les sans-papiers vivant ici sont amenés à pro-

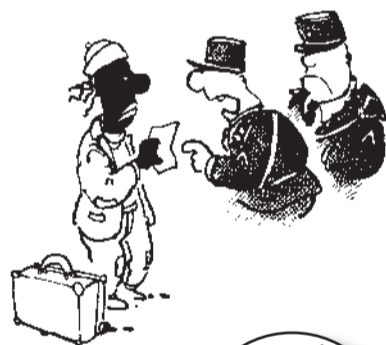
duire et à consommer dans notre pays, à le faire tourner avec nous et pour nous tous.

### Régularisation de tous les sans-papiers.

Pourquoi les gouvernements ne régularisent-ils pas les sans-papiers ? Et bien parce qu'être sans-papiers, c'est avoir l'obligation de travailler au noir, pour des salaires de misère, complètement à la merci du patron qui nous a embauchés. Et ouais, faut bien vivre ! De très grosses boîtes utilisent des centaines de personnes issues de cette main-d'oeuvre bon marché comme cela. C'est le cas d'Alstom, constructeur de bateau à Saint Nazaire. Les travailleurs sans-papiers sont aussi des travailleurs sans droits. Comment réclamer une augmentation de salaires, de meilleures conditions de travail quand tu n'es même pas censé exister ?

Une brochure LCR existe sur le sujet

Laëtitia, [Dunkerque]



## Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.



## Profanation du cimetière juif d'Herrlisheim L'horreur antisémite

**L'**antisémitisme est une forme de racisme bien présente en France. Depuis plus d'un siècle, les organisations d'extrême-droite ont toujours entretenu la haine des Juifs en leur attribuant toutes sortes de maux. Un certain nombre de courants et d'individus sont allés jusqu'à nier ou banaliser le génocide des Juifs pendant la seconde guerre mondiale. C'est ainsi qu'un Le Pen a pu dire que les chambres à gaz n'étaient qu'un « détail » de l'Histoire.

Depuis quelques années et notamment depuis le début de la seconde Intifada, on assiste à une offensive politique et médiatique qui consiste à dire que l'antisémitisme n'est plus le fait de l'extrême-droite mais de la gauche radicale, des mouvements de solidarité avec la Palestine et des « jeunes maghrébins ». Les reportages téléés et les articles de presse se multiplient, et à en croire certains, l'antisémitisme en France aurait définitivement changé de visage.

lisleim a été profané. Sur 127 tombes des sigles « SS », des croix gammées, des expressions nazies comme « ein Reich, ein Volk, ein Führer », « Juden raus » (« les Juifs dehors ») ont été tagués. En commettant cet acte odieux, des néo-nazis ont voulu commémorer l'anniversaire de la mort d'Hitler. L'antisémitisme dans une de ses formes la plus barbare, un acte que nous condamnons sans ambiguïté.

Cette profanation est également un tragique démenti pour tous ceux qui, en cherchant à tout prix à démontrer que les responsables des actes antisémites en France seraient les antisionistes, minorent les discours et les actes haineux de l'extrême-droite. L'antisémitisme est un fléau, mais ce n'est pas en passant son temps à traquer les prétendus « nouveaux antisémites » que l'on pourra le combattre. C'est en nous mobilisant tous ensemble contre le racisme sous toutes ses formes, contre l'extrême-droite et les politiques racistes du gouvernement.

Le 30 avril dernier le cimetière juif d'Herr-

Amélie, [Tolbiac]

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... )  
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 25 au 31 juillet dans l'Etat espagnol)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :  
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : ..... euros  
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org



## Attentats contre les musulmans

# Racisme banalisé

Depuis le 11 septembre et le début de la guerre sans limite de Bush, les musulmans de France et du monde entier subissent le racisme provenant de l'amalgame qui est fait entre musulmans, islamistes, terroristes.

Nous assistons à une incroyable déferlante de violences racistes contre les musulmans. Ce sont des tombes profanées ou détruites à coup de batte de base-ball, la mosquée de Nancy incendiée, la mosquée d'Ajaccio détruite, la mosquée de Paris menacée... Ajoutons à ça les diverses agressions sur des femmes qui portent le *hijab* (voile)... Tel est le vrai visage de l'islamophobie en France. Et bien entendu tous ces éléments sont très peu médiatisés car au lieu de condamner ces actes de barbarie, les médias (et surtout Chirac et Sarkozy) préfèrent développer le sentiment de peur et de haine qui leur permettent de justifier les lois sécuritaires et aussi la loi Stasi.

Les vrais raisons de ces attaques racistes sur les Musulmans sont la guerre de Bush, la situation de plus en plus explosive en Palestine et le néo-colonialisme. En effet, le racisme se développe toujours avec le capitalisme, le colonialisme et la guerre. Rappelons nous la Seconde Guerre Mondiale où l'attaque idéologique était clairement portée sur le peuple juif. L'occupation en Irak montre que le colonialisme est toujours d'actualité et pour légitimer ces guerres, des offensives idéologiques sont lancées, touchant en premier lieu les musulmans.

Il faut donc dénoncer et condamner ces actes qui sont le fruit du racisme. Et le meilleur moyen d'écraser le racisme anti musulmans, c'est la lutte contre la guerre sans limites et toute l'idéologie qui l'accompagne.

Zak, [Censier]

## Sommaire

- 2 Actualité**
- 4 Monde**  
Palestine  
Torture en Irak  
Le « terrorisme islamiste »
- 5 Mobilisation contre la venue de Bush**  
Pourquoi nous soutenons la résistance irakienne
- 6-7 Dossier Europe**
- 8 Hexagone**  
Où en sont les partis réformistes ?  
Victoire des chômeurs recalculés
- 9 Retour sur mai-juin 2003**  
Non à la casse de la sécu !
- 10 Histoire**  
1945 : De Sétif à Madagascar, le nouvel ordre mondial établi dans le sang
- 11 Kultur**  
Entretien avec Jolie Môme  
Film : Monster  
Livre : La mort est mon métier

### AGENDA AGENDA AGENDA AGENDA

#### 21, 22, 23 mai :

Etats généraux contre la guerre et les occupations

#### 2 juin :

Manifestation contre le sexisme et l'homophobie (Marseille)

#### 5 juin :

Manif contre la venue de Bush en France

#### 5 juin :

Marche des fiertés homosexuelles (Metz)

#### 6 juin :

Meeting national LCR-LO au Zénith à Paris

#### 6 juin (?) :

Journée d'action pour la défense de la Sécu

#### 13 juin :

Elections européennes

#### 18, 19, 20 juin :

« 3 jours pour changer le monde », initiative nationale organisée par les JCR.

#### 26 juin :

Marche des fiertés homosexuelles à Paris

#### du 25 au 31 juillet :

Rencontres internationales de Jeunes

Les 5 et 6 juin prochain, Chirac a invité Bush, Poutine et Blair pour commémorer les 50 ans du débarquement de Normandie. Mais cette réunion aura surtout pour but d'afficher l'union entre les principales grandes puissances impérialistes.

Depuis plus de 150 ans, les états capitalistes se partagent la planète pour en piller les ressources naturelles, exploiter les peuples du monde entier. Les Etats européens et américains traînent derrière eux plus de 150 ans de massacres coloniaux, de tortures. Les deux guerres mondiales qui ont entraîné la mort de dizaines de millions de personnes ont été l'occasion de partager les richesses de la planète entre les mains d'une minorité. Le capitalisme a ouvert l'époque du massacre de masse, industriel et anonyme. En Algérie, dans les années 50, il s'agissait pour l'armée française de « maintenir l'ordre » et de « pourchasser les terroristes ». C'est le même argument qui est avancé par l'administration américaine pour justifier les massacres, les tortures et les crimes de masse d'une occupation coloniale monstrueuse.

Les enjeux réels de ces conflits, c'est le contrôle des richesses de toute la planète, et le redéveloppement du colonialisme occidental.

Mais le capitalisme est un système barbare qui ne peut que susciter des révoltes massives. La résistance du peuple irakien contre l'occupation militaire est un encouragement et un espoir immense. Une défaite de l'occupation américaine serait un point d'appui pour toutes les luttes dans le monde entier. Elle montrerait que ceux qui veulent dominer le monde, les Bush, Poutine et Chirac ne sont pas tout puissants. Ils n'ont d'ailleurs aucune légitimité pour prétendre décider du sort de millions de personnes. Il n'y aura personne d'autre que les peuples du monde entier pour stopper la catastrophe vers laquelle Bush, Chirac, Poutine and Co nous entraînent.

Le 5 juin, en mobilisant massivement contre cette réunion au sommet entre pillards, nous pouvons affaiblir la légitimité de ceux qui bombardent les peuples. Nous devons montrer que la politique des grandes puissances est contestée partout, aux Etats Unis, au Moyen Orient et en Europe. En particulier, nous devons expliquer sans cesse qu'il n'y a rien à attendre avec de pseudo-pacifistes comme Chirac, ni d'une occupation qui serait cautionnée par l'ONU. L'embargo que la France et l'ONU ont soutenu contre le peuple irakien pendant 12 ans n'était pas moins criminel que l'occupation militaire par les Etats-Unis et leurs alliés !

L'Union européenne n'est en rien un contrepoids à la superpuissance américaine. L'Europe que les capitalistes construisent est une machine de guerre contre les peuples et contre les droits sociaux, une Europe forteresse qui considère les êtres humains comme des marchandises. Une alternative en rupture avec la logique de ce système doit s'affirmer. C'est ce que défendent aux prochaines élections européennes les listes soutenues par la LCR et LO. Ces listes sont un point d'appui pour renforcer les luttes contre les attaques sociales qui se développent à l'échelle européenne. Ces attaques, notamment la réforme ECTS-LMD qui veut réduire l'enseignement supérieur à un supermarché du savoir dégraderont encore plus la situation des jeunes. Ces listes communes LCR - LO doivent aussi servir à combattre l'idée que l'Europe aurait le droit de décider du destin des peuples d'autres continents, notamment en Afrique et au Moyen Orient.

Correspondant

## Victoire des chercheurs : nos luttes peuvent gagner !

L'offensive sur la recherche est battue en brèche : après trois mois de lutte les chercheurs ont arraché satisfaction le 7 avril sur leurs revendications principales : le versement des crédits de recherche non versés affectés en 2002, le recul du gouvernement sur la suppression de 550 postes statutaires, et en plus la création de 1000 postes supplémentaires mis au concours en 2004.

Les chercheurs se sont organisés dans toute la France à travers les collectifs « Sauvons la Recherche », se sont mobilisés en grand nombre aux côtés des personnels d'éducation, lycéens, étudiants dans les villes de France le 12 mars, ont obtenu un soutien large via une pétition signée par des centaines de milliers de personnes, et 2000 directeurs de recherche ont mis la pression sur le gouvernement en démissionnant de leur fonction le 9 mars. Dans un contexte

d'effervescence sociale sans mouvement général et de désaveu électoral massif du gouvernement, leur lutte a payé.

Pour le Medef et ses amis du gouvernement, il s'agissait (et il s'agit toujours) d'adapter la recherche publique aux besoins du système, de supprimer toute poche « indépendante » de la recherche fonctionnant pour autre chose que les besoins scientifiques, technologiques et idéologiques du capitalisme. Cette attaque s'inscrit de plain-pied dans la restructuration globale du système qui correspond à une offensive d'ensemble sur la classe salariée.

Le succès des chercheurs, après le vote massif de désaveu au gouvernement aux élections régionales, est une nouvelle fissure dans l'offensive patronale. Elle ne marque certainement pas la fin de la casse du service public ni celle de la recherche en particu-

lier – le collectif Sauvons la Recherche reste d'ailleurs mobilisé pour des revendications qui ne sont plus seulement défensives. Mais elle est la preuve concrète qu'on peut gagner par la lutte collective et déterminée, elle est un premier signal pour la contre-offensive sociale de tous les secteurs de la population visés par l'offensive libérale. Les ingrédients existent aujourd'hui pour une riposte générale, et c'est en unissant nos forces que nous pourrions gagner.

Palestine: Oslo, Genève and Co...

## Echecs programmés

Le « conflit israélo-palestinien », comme on l'appelle dans les médias, semble sans issue à la vue des échecs des différents plans de paix. Les accords d'Oslo, la « feuille de route » ainsi que l'initiative de Genève sont désormais enterrés bien que chacun d'eux aient été présentés comme la « solution définitive du règlement du conflit ». Il convient donc de s'intéresser à ces échecs pour comprendre ce qu'étaient ces « plans de paix » et essayer ainsi de com-

prendre les raisons de ces échecs.

### Des accords contre le peuple palestinien

En s'intéressant donc de plus près aux différents « plans de paix », on constate différents points communs.

Ces accords ne prennent en aucun cas compte des torts de l'Etat d'Israël ainsi que de ses crimes envers les Palestiniens. L'Etat d'Israël impose ainsi ses conditions au prétexte que ces offres sont les plus « généreuses » possibles. Israël fait donc de la charité envers un peuple qu'elle opprime et massacre depuis plus d'un demi-siècle.

Un autre élément à prendre en compte est la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Aucun de ces « plans de paix » ne reconnaît les droits élémentaires du peuple palestinien, en particulier le droit inconditionnel au retour de tous les réfugiés qui est le droit le plus inaliénable des Palestiniens.

Par ailleurs, les négociations des accords de « paix » se sont toujours déroulées entre l'Etat d'Israël et l'Autorité Palestinienne. Or il ne faut pas se leurrer sur la légitimité de l'Autorité palestinienne. Arafat ne fut élu « légitimement » que par les Palestiniens des territoires occupés (soit moins de la moitié du peuple palestinien) et ceci il y a déjà longtemps. Les concessions de l'Autorité palestinienne ne sont pas celles du peuple palestinien mais celle de sa bourgeoisie, d'où leur rejet par ce même peuple.

### Des accords qui ne visent pas la paix

En s'intéressant de près à l'attitude de l'Etat d'Israël pendant ces processus de paix, on comprend rapidement le projet d'Israël.

Durant toutes les périodes de négociations, la colonisation des territoires occupés ne s'est jamais arrêtée. La volonté affichée de paix s'envole bien vite lorsque l'on s'aperçoit que le nombre de colons va doubler et les mesures d'apartheid envers les Palestiniens se renforcer durant le processus d'Oslo.

Par ailleurs, les différentes concessions faites par l'Autorité palestinienne durant les négociations ne font que servir de bases pour les futures négociations. Ainsi, l'Etat d'Israël se sert des soi-disant « accords de paix » pour diminuer les revendications du peuple palestinien.

### Pas de Justice... Pas de paix!

A la vue de ces éléments, on comprend rapidement pourquoi ces plans de « paix » sont voués à l'échec. La négation des droits du peuple palestinien, la déresponsabilisation de l'Etat d'Israël, la colonisation ininterrompue ainsi que la répression sans limite de l'Etat d'Israël ne permettent pas un accord de paix.

La volonté réelle de l'Etat d'Israël est d'étouffer le peuple palestinien et ses revendications. La meilleure preuve réside dans le fait que ces « processus de paix » ne remettent en cause ni l'occupation militaire ni la répression sanglante de l'Etat d'Israël, conditions indispensables pour un accord de paix éventuel.

La situation provoque aussi inévitablement une résistance du peuple palestinien (les deux Intifada en sont la preuve) que ce soit par rapport à ces « plans de paix » ou à l'Etat d'Israël et son armée.

Le soutien de la résistance du peuple palestinien (malgré les différentes formes que peut prendre cette résistance) est donc un élément fondamental dans la lutte pour la justice et la paix en Palestine.

Pacontan, [Jussieu]

## Tortures en Irak : Le vrai visage du colonialisme

Les photos des tortures commises par les soldats américains et britanniques sur des prisonniers irakiens ont montré le vrai visage, barbare et inhumain de l'occupation. Voici un extrait d'un rapport militaire datant de décembre 2003 et qui montre que ce ne sont pas des actes isolés : « battre des détenus avec une manche à balai ou une chaise ; menacer de viol des hommes détenus ; coudre la plaie d'un détenu blessé après l'avoir cogné contre le mur de sa cellule ; sodomiser un détenu avec une lampe chimique ; utiliser des chiens militaires en infligeant une morsure... ».

soldats allemands et français). L'Etat d'Israël reconnaît la torture comme une activité légale de l'armée (sous le nom de « pressions



physiques mesurées...»). La France n'a pas besoin de cela pour être la championne toute catégorie de la torture des populations colonisées. L'expérience des officiers français en Algérie dans les années 1960 en a fait des spécialistes mondialement reconnus qui ont été employés, comme formateurs, par le dictateur chilien Pinochet dans les années 70 et par les militaires américains... qui manifestement ont bien appris la leçon. La torture n'est pas un accident dans une occupation coloniale. Elle est inévitable. Toute occupation entraîne une résistance des peuples opprimés. Et face à la résistance populaire, les armées impérialistes ne peuvent que développer une répression de plus en plus violente, et surtout à une échelle de masse. Cela doit renforcer tous ceux qui n'acceptent pas que les Etats occidentaux mènent leur politique barbare, à refuser tout fatalisme et toute passivité pour organiser massivement la mobilisation jusqu'au retrait total et sans condition des toutes les troupes d'occupation !

François, [Rouen]

## en bref

### Plus d'un million de femmes à Washington pour le droit à l'avortement

Plus d'un million de femmes, venant de tous les Etats-Unis et du monde entier, ont envahi Washington le dimanche 25 avril dernier pour défendre le droit à l'avortement, menacé par l'administration Bush. George W. Bush a signé, au cours des six derniers mois, deux lois, la première interdisant une méthode d'avortement tardif et la seconde accordant au fœtus une personnalité juridique en cas de violence contre la mère. Ces deux textes sont des moyens de remettre en cause le droit d'interrompre volontairement une grossesse, légalisé par la Cour suprême en janvier 1973.

### La démocratie avance en Afghanistan

Témoignage d'Afghans qui ont été détenus par les américains ces derniers mois : des projecteurs sont braqués en permanence vers la cellule des prisonniers. Des soldats se relaient pour les réveiller en tapant sur les barreaux de la cellule. Pendant les interrogatoires, les prisonniers sont obligés de rester une heure immobile avant d'être interrogés, après plusieurs jours de privation de sommeil... Plusieurs prisonniers sont morts en cours de détention... (source: *Le monde diplomatique*, avril 2004)

## Aux origines du « terrorisme islamiste »

Depuis quelques années, un nouveau personnage est apparu dans les médias : le « terroriste islamiste » qui est prêt à tout, à se tuer pour tuer d'autres personnes, avec qui il est totalement impossible de discuter. Il faut tirer à vue et parler ensuite. Bref les psychopathes barbus menacent les Occidentaux qui eux sont des gens normaux... La thèse du « complot islamiste mondial qui menace la civilisation occidentale » a une utilité pratique, elle permet de détourner l'attention de tous les problèmes sociaux vers une cause extérieure.

Le livre de Richard Labevière, « *Les coulisses de la terreur* », est utile pour sortir de ce schéma hollywoodien. Pour ce spécialiste des relations entre les Etats-Unis et les réseaux intégristes, le développement d'Al Qaida et les attentats du 11 septembre 2001 sont essentiellement la conséquence de la première guerre du Golfe de 1991.

Pour préserver le contrôle sur les ressources pétrolières de l'Arabie Saoudite, les gouvernements américains se sont appuyés depuis plus de cinquante ans sur la dynastie réactionnaire des Saoud qui domine l'Arabie Saoudite. Lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS dans les années 80, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite financent massi-

vement les combattants islamiques, avec parmi eux Oussama Ben Laden.

Mais au début des années 90, les Etats-Unis décident de s'imposer militairement dans la région du Golfe. Cela entraîne une rupture d'alliance au sein de la bourgeoisie saoudienne. L'expansion des attentats contre les intérêts américains est la conséquence d'une crise au sein de la bourgeoisie saoudienne dont une fraction va se retourner contre leurs anciens maîtres. Le premier attentat contre les deux tours du World Trade Center a lieu en 1993. En 1994, Ben Laden, considéré comme l'organisateur de cet attentat est déchu de sa nationalité saoudienne et il se réfugie en Afghanistan auprès du régime taliban.

En même temps cette tentative de mise à l'écart de Ben Laden ne rompt pas tous ses liens avec la monarchie saoudienne et le gouvernement américain. Jusqu'en 2001, les services secrets américains, la CIA notamment, gardent le contact avec Ben Laden. Car les liens qui relient les Etats-Unis et l'ennemi public numéro 1 sont très forts. Les industries pétrolières qui sont les principaux financiers du Parti Républicain, dont Bush et plusieurs de ses ministres font partie, ont des liens financiers très forts avec les classes dirigeantes saoudiennes, y compris des proches de Oussama Ben Laden. Ainsi, la com-

pagnie pétrolière Arbusto que Bush junior a dirigé a fusionné en 1987 avec la société Harken, financée en partie par le beau-frère de Ben Laden. Ce beau-frère étant par ailleurs soupçonné d'avoir fourni des fonds à la mouvance Ben Laden pour organiser sa « résistance ». Autre exemple fourni par R. Labevière : la société Carlyle Group (spécialisée dans la gestion financière de fortune) est gérée en commun par la famille Bush, père et fils et plusieurs princes saoudiens, dont des membres de la famille Ben Laden.

Ceci permet d'expliquer les raisons et les objectifs de Ben Laden : il s'agit avant tout de provoquer une crise en Arabie Saoudite, sortir ce pays de l'orbite des Etats Unis, et se faire sa place au sein de la classe dominante. Cela n'a rien d'utopique. Alors que l'Arabie Saoudite connaît un régime politique féodal, la bourgeoisie saoudienne est ultra corrompue et détestée des classes populaires. Mais cela n'a rien à voir avec une lutte de libération nationale comme celles des peuples d'Irak ou de Palestine.

Pour l'administration américaine, le problème est d'arriver à stabiliser le pays, qui fournit de grosses quantités de pétrole. Le vice-président américain Dick Cheney déclarait à propos de l'Arabie Saoudite : « *Les tendances profondes du pays ne peuvent que l'entraîner sur la mauvaise pente (...)* La

famille royale est assise sur une poudrière qui pourrait exploser à tout moment. Quoi que fassent les Etats Unis, l'explosion aura lieu tôt ou tard. »

Un autre intérêt non négligeable de cet ouvrage est d'expliquer les attentats qui se produisent dans d'autres pays, que ce soit en Indonésie (Bali), au Maroc (Casablanca), sans céder au délire du « complot terroriste international ». La mouvance intégriste internationale est faible, compte au plus quelques milliers de personnes qui sont coupées des masses populaires et ne cherchent pas à y pénétrer en profondeur. Et ils gagnent essentiellement une influence là où les frustrations sociales, la misère dominent : ce qui permet, dans le système actuel, un large champs d'action... La prise en compte des conditions nationales, et la politique menée par le gouvernement (comme la position pro Bush d'Aznar en Espagne, les frustrations nationales en Indonésie, la misère et le chômage des jeunes au Maroc) est un élément important pour expliquer le développement des attentats terroristes.

François, [Rouen]



# BUSH, LE PLUS GRAND TERRORISTE DEBARQUE A PARIS LE 5 JUIN

**TROUPES D'OCCUPATION HORS D'IRAK ! JUSTICE EN PALESTINE !**

**PAS DE PARTICIPATION FRANÇAISE AUX OCCUPATIONS MILITAIRES !**

**MANIFESTATION SAMEDI 5 JUIN**

أوقفوا الحرب  
**STOPPONS LA GUERRE**

Pour organiser la mobilisation, récupérer des affiches, des tracts... Contactez-nous !

**Agir Contre la Guerre (ACG)**  
agircontrelaguerre@yahoo.fr 01 42 62 24 45  
http://agircontrelaguerre.free.fr 06 16 42 27 87

L'affiche des collectifs ACG.

Pour récupérer du matériel (tracts, affiches...), pour organiser des bus pour venir à Paris le 5 juin... Contact : 06 16 42 27 87

**D**epuis quelques mois, les troupes d'occupation de Bush et de ses alliés en Irak sont de plus en plus contestées sur place et dans le monde entier. Là bas les mouvements de résistance se multiplient et gagnent en ampleur, et le mouvement anti-guerre quant à lui reste mobilisé et se répand dans le monde comme nous avons pu le voir lors de la manifestation mondiale du 20 mars dernier. En Espagne la population a dit non à l'occupation militaire par les troupes espagnoles et au terrorisme d'Etat en sanctionnant Aznar lors des élections du 14 mars.

Bush, le premier terroriste de la planète, vient en France le 5 juin prochain pour la commémoration du 60ème anniversaire du débarquement. Mais ne nous leurrions pas, Bush ne vient que pour chercher une légitimité à sa politique guerrière et meurtrière auprès de Chirac le soi-disant symbole du camp de la paix. Lors de cette rencontre

on ne peut douter des discussions qui animeront les deux chefs d'Etat sur la taille de la part française du gâteau irakien, il ne faut pas oublier la politique étrangère de la France en Côte d'Ivoire ou en Haïti.

Pour cela nous devons nous mobiliser le 5 juin par solidarité avec le peuple irakien mais aussi parce que nous avons la possibilité de mettre en échec une partie du projet impérialiste des grands de ce monde. Si Bush est prêt à partager avec Chirac c'est parce qu'il a besoin de son soutien politique et militaire (légitimation de l'occupation par l'ONU et éventuelle présence françaises en Irak) à l'approche des élections présidentielles.

Nous ne pouvons pas laisser Bush, Chirac, Poutine et consorts décider du sort du peuple irakien c'est pour cela que nous devons réagir et mobiliser contre la venue de Bush le 5 juin à Paris !

Nina, [Nanterre]

## Etats généraux contre la guerre et les occupations

**A**fin de construire et mobiliser pour la manifestation du 5 juin contre la venue de Bush, pour créer un rapport de forces qui mettra fin aux occupations de l'Irak et de la Palestine, Agir Contre la Guerre organise les Etats Généraux contre la guerre et les occupations. Ils se tiendront à Paris, à l'Université de Jussieu (Annexe Cuvier) du 21 au 23 mai. Divers thèmes seront abordés. **Analyse de la situation** (La résistance en Palestine, La résistance irakienne face à l'occupation, L'Afrique, ter-

rain de jeu de l'impérialisme français, les médias et la guerre); **Stratégies de luttes** (Comment organiser la solidarité internationale ?, Quel mouvement anti-guerre voulons-nous ?); **Retour historique** sur le Vietnam et l'Algérie ainsi que **les conséquences de la guerre** avec des ateliers sur les lois sécuritaires et l'islamophobie.

M. Aounit, J-L. Enaudi, M. Warshavsky, M. Benassayag, T. Ramadan, et les organisations MIB et CCIPPP participeront entre autres aux débats.

## en bref

### « La guerre la plus humaine »

« Il n'y a jamais eu dans l'histoire de la guerre – et la guerre par nature est cruelle – une campagne plus humaine que celle menée par la coalition... »

Général Richard Myers, chef d'état major interarmées. Selon l'organisation Iraq Body Counting, le nombre de victimes civiles recensées s'élève à 10 000 au moins, mais de nombreuses victimes ne sont pas recensées. A Falloujah, en mars 2004 ce sont plus de 600 civils, surtout des femmes, des enfants, des vieillards, qui ont été « humainement » tués par les soldats américains...

### Où en est le moral des troupes ?

« Parlons franc, le moral de la plupart des soldats que j'ai rencontré est au plus bas », un officier de la 3ème division des forces d'infanterie basée en Irak

# Pourquoi nous soutenons la résistance irakienne

**L'**insurrection déclenchée début avril montre que tous ceux qui disaient, avant même l'invasion de l'Irak, que l'occupation aggraverait les problèmes des populations, avaient entièrement raison. Elle pose aussi la question de la stratégie pour imposer le retrait des troupes occidentales et gagner une réelle libération de l'Irak.

Il n'est plus possible aujourd'hui de nier le caractère massif de la résistance irakienne. Aux quatre coins du pays, dans des régions à majorité chiite, sunnite ou kurde, dans les grandes villes de Bassorah, Falloujah, Najaf, Mossoul, Nassiriyah, Bagdad... ont eu lieu d'importants soulèvements, brutalement réprimés. A Falloujah, ville de 500 000 habitants à majorité sunnite, les GI occupent les principales artères grâce aux blindés, mais ne peuvent entrer dans la plupart des quartiers de la ville, et doivent bombarder les bâtiments, publics comme privés, à l'artillerie ou par hélicoptère, pour tenter d'en

reprendre le contrôle. A l'échelle du pays, il suffit de savoir que la compagnie Kellogg Brown & Root sous-traite l'alimentation des troupes US à des fournisseurs saoudiens, qui embauchent des travailleurs indiens ou bangladais, mais refuse les Irakiens : ils pourraient chercher à empoisonner les troupes... Des manifestations d'habitants, de femmes, de travailleurs et de chômeurs ont lieu continuellement dans de nombreuses villes.

L'argument des médias selon lequel le départ des troupes d'occupation signifierait le chaos est donc complètement hypocrite : c'est l'intervention des grandes puissances en Irak depuis des décennies, le soutien aux régimes dictatoriaux, l'embargo de l'ONU, le fait de monter les communautés les unes contre les autres... et maintenant l'occupation, qui sèment le chaos en Irak. Au contraire, la résistance de la population pose enfin les bases d'une alternative qui corresponde vraiment à ses intérêts.

### Un soutien inconditionnel et critique

Au sein du mouvement anti-guerre, beaucoup hésitent sur le soutien à la résistance irakienne en raison des courants politiques qui la dominent aujourd'hui. Il est vrai que nous défendons un projet politique radicalement différent de celui des islamistes, comme d'ailleurs nous nous démarquons clairement des partis qui défendent le nationalisme irakien ou qui restent influencés par les conceptions stalinienne du socialisme. Cependant, on ne peut jamais déterminer si on soutient ou non un mouvement social en fonction des idées qui animent ses participants à un moment donné. « *La plainte du pauvre n'est pas toujours juste, mais si vous ne l'entendez pas vous ne saurez jamais ce qu'est vraiment la justice* », écrit Howard Zinn. La position que nous défendons peut se résumer par la formule d'un soutien inconditionnel et critique vis-à-vis des mouvements anticoloniaux.

Un soutien inconditionnel à la résistance irakienne parce qu'elle représente clairement l'un des maillons de la chaîne internationale des oppositions à l'impérialisme, qui passe par les mouvements antiguerre aux Etats-Unis et dans les pays qui sont engagés en Irak, par le ras-le-bol des soldats envoyés sur le terrain, par les mouvements de lutte à travers le monde. Quelles que soient les motivations ou les formes, cette lutte contribue à donner confiance dans les mobilisations et à affaiblir l'impérialisme.

Un soutien nécessairement critique, c'est-à-dire un soutien qui ne se prive pas d'afficher les divergences, et de dénoncer les politiques qui ne permettent pas de résister efficacement. Le fait de construire le mouve-

ment anti-guerre dans les pays riches permet de montrer qu'il y a un intérêt commun entre les peuples, par-delà les frontières, et de proposer une autre stratégie que les attentats pour stopper l'impérialisme.

### Quelles perspectives pour une réelle libération de l'Irak ?

Il n'y a pas d'autres forces que les travailleurs et les pauvres en Irak qui puissent réellement conduire le pays à s'émanciper de la domination étrangère. Avec 70 % de la population concentrée dans les villes et une classe ouvrière dont les fortes traditions révolutionnaires remontent aux années vingt, l'Irak contient une grande partie des forces nécessaires aux luttes anti-impérialistes et socialistes du Moyen-Orient. Pendant longtemps, c'est le Parti Communiste Irakien (PCI) qui représentait la principale force d'opposition au pouvoir, qui organisait des milliers de travailleurs et encadrait les soulèvements populaires.

Cependant, ce parti était inféodé à l'URSS et à la conception stalinienne de la révolution « par étapes » : au lieu de lutter pour le socialisme, pour l'expropriation de la bourgeoisie et le contrôle ouvrier sur l'industrie pétrolière, pour l'émancipation des Kurdes et de toutes les minorités... Le PCI a proposé pendant des années de s'associer avec une soi-disant « aile progressiste » de la bourgeoisie irakienne. Il s'agissait de moderniser l'économie et de construire une démocratie parlementaire ; ensuite, seulement, viendrait le moment de parler de la révolution socialiste. C'est cette politique de conciliation, qui a dominé dans tout le tiers-monde, qui explique notamment l'échec de la gauche arabe et le développement des courants islamistes

dans les années 1970-80.

La résistance irakienne paraît aujourd'hui très fractionnée en différents groupes et fractions, avec une audience importante pour les courants issus du clergé musulman, notamment parmi les chiites. Les islamistes eux-mêmes ne représentent pas une force homogène. Certains participent au gouvernement fantoche mis en place par les Etats-Unis, d'autres, comme les Frères Musulmans, cherchent à devenir des médiateurs entre la résistance et l'occupant, d'autres enfin ont un discours plus radical, comme les partisans de Moktada al Sadr. Cependant ce courant chiite, très actif dans l'insurrection d'avril, est lié avec la diplomatie iranienne, qui souhaite profiter du borbier américain pour gagner une influence en Irak. Les dirigeants des partis kurdes sont eux aussi tiraillés entre leurs rivalités, leur coopération avec les Etats-Unis et la colère de leur base.

Il n'y aura pourtant pas de solution intermédiaire entre le projet de Bush d'un Grand Moyen Orient et une transformation radicale des rapports de force dans la région. L'Irak est censé représenter la première étape de la « démocratisation » et de la « pacification » de la zone du pétrole, les Etats-Unis comptent y laisser 100 000 soldats après le 30 juin, date du fameux « transfert de souveraineté » aux Irakiens. La défaite de ce projet serait une victoire de taille pour tous ceux et toutes celles qui subissent la mondialisation impérialiste.

Vincent, [Aix]





# La Construction européenne

## L'histoire d'une lutte implacable du capital

L'Europe n'est pas le fait de la fin du vingtième siècle, mais répond à une conception historique de la bourgeoisie. Après la victoire des Alliés en 1945, l'hégémonie des Etats-Unis n'a pas laissé d'autre choix aux Européens que de s'engager dans une coopération économique permettant aux bourgeoisies de protéger leurs intérêts nationaux. Dans le même temps, l'ensemble européen était voué à protéger ces mêmes bourgeoisies dans le cadre de l'Europe contre leurs classes ouvrières.

Pour protéger les intérêts des bourgeoisies européennes, le Traité de Rome conclu en 1957 a mis en place une union douanière. Il s'agit de facto d'un marché commun éliminant progressivement les frontières douanières dans le cadre d'espaces économiques spécifiques (notamment la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ou CECA, puis la CEE) qui facilite ainsi les mouvements de capitaux et les protège des influences extérieures. La mise en place progressive de ces communautés économiques répond aux conséquences des défaites des pays européens liées à la décolonisation. Ceci étant imposé, les bourgeoisies européennes devaient trouver un nouveau débouché pour favoriser une expansion du capital à l'abri de l'influence extérieure. Les bourgeoisies européennes ont connu un contexte favorable avec les Trentes Glorieuses. Le développement progressif des communautés européennes a ainsi permis jusqu'aux années 90 une concentration poussée du capital.

Mais la crise monétaire des années 70 a remis en cause les équilibres mondiaux dégagés par la Seconde Guerre mondiale. La question posée aux classes dirigeantes européennes concernait la résolution du

problème de l'instabilité monétaire. Le traité de Maastricht de 1992 n'a pas permis en soi de résoudre les problèmes du capital et des instabilités financières. C'est dans ce cadre là que se place l'Euro. L'Euro limite les spéculations sur le marché européen et en même temps favorise la concentration du capital à l'échelle européenne. Le système communautaire au travers de ses institutions anti démocratiques a permis au capital un développement intense sur le dos des travailleurs.

A la différence du développement économique géré par les dirigeants européens, la construction d'une Europe politique n'a pas connu un processus parallèle. Ce retard dans la construction politique s'observe au travers de plusieurs tentatives de mettre en place un cadre politique et idéologique. Tout d'abord, dans les années 50, il a été tenté de mettre en place une communauté politique et non pas économique. En 1984, puis en 1994, des parlementaires européens ont proposé un cadre constitutionnel rejeté à chaque fois. Si le cadre européen permettait aux Etats d'asseoir une exploitation économique, les bourgeoisies, à travers les Etats n'avaient pas encore de projets politiques à l'échelle européenne contre les travailleurs. D'autre part, le rapport de forces n'était pas forcément en faveur de la bourgeoisie jusque dans les années 90, avec en parallèle, une crise économique durable. Après la chute du mur, de Berlin le Traité de Maastricht est un premier pas politique pour les bourgeoisies européennes contre les salariés, qui sera par la suite concrétisé par différents traités ( Nice, Barcelone) ainsi que la Charte Européenne des Droits Fondamentaux. Le projet de Constitution proposé par les Etats Européens à travers les institutions communautaires finalisent l'objectif politique des bourgeoisies : avoir un véritable outil politique pour dominer le prolétariat à long

terme.

Ce projet de Constitution, s'il vise à asseoir une domination politique sur les travailleurs, est un projet purement impérialiste. En effet, outre la possibilité pour l'Union Européenne de dominer économiquement une partie du monde, ce projet s'accompagne de la mise en place d'une future armée européenne. Les deuxièmes et troisièmes piliers communautaires vont permettre aux Etats de renforcer leur coopération policière. Les critères d'adhésion à l'Union Européenne visent à imposer un nouveau système politique, culturel, idéologique aux nouveaux Etats, ainsi qu'aux peuples. Les discussions autour de l'adhésion de la Turquie sont révélatrices de ce nouvel impérialisme générateur de racisme.

Face à l'Europe du capital, l'alternative politique existe. Cette alternative passe à la fois par les Forums Sociaux Européens, mais aussi par la convergence des luttes sur l'espace européen. Les militants révolutionnaires devront aussi œuvrer au regroupement de l'ensemble des militants anti capitalistes. Nous serons amenés à nous attaquer frontalement aux institutions communautaires. La classe dominante a désormais un outil politique sur l'espace européen pour défendre ses intérêts de classe. Classe contre classe, il revient aux travailleurs de défendre une Europe sociale défendant les intérêts des travailleurs contre ceux du patronat et des bourgeoisies. La bourgeoisie concrétise des dizaines d'années de domination économique sur les travailleurs par sa Constitution. A nous de renverser ses institutions.

Léo, [Orléans]

## Europe-forteresse

### Une prison pour l'immigration

« Au second ou au troisième avertissement, bang... le canon tire » ( Umberto Bossi, leader de la Ligue du Nord en Italie, à propos des bateaux d'immigrants)

De sommet en sommet, les dirigeants européens construisent leurs dispositifs de lutte contre l'immigration : militarisation des frontières, développement de fichiers, emprisonnement et refoulement des « illégaux ».

Un corps européen de surveillance des frontières est en train d'être créé. Mais la militarisation ne suffit pas, il faut également s'assurer que les demandes d'asile (encore autorisées grâce à la convention de Genève) ne seront pas déposées dans tous les pays. Un fichier des données biométriques (empreintes digitales, ADN, ...) et photographiques est en projet pour verrouiller

le système.

De plus, pour que leur demande d'asile soit examinée, les migrants doivent nécessairement passer par un « centre de transit ». L'Europe en compte actuellement 160 (dont 30 pour notre seul pays, cocorico!). Les conditions de détention y sont lamentables : ignorance de la durée de détention, privation de nourriture, violences physiques (1), violences morales (appels individuels ou collectifs lancés par haut-parleur, de jour comme de nuit, confiscation de biens personnels indispensables, promiscuité imposée entre hommes et femmes, injures racistes (1), tatouages indélébiles pour identification(2)...). Et de nombreux autres centres sont en projet dans un certain nombre de pays extérieurs à l'Union, qui joueraient ainsi le rôle de « sas » migratoires : Turquie, Iran, Albanie, Maroc... ceci afin de stopper les mouvements migratoires au plus près des pays d'émigration, avec les risques évidents d'une demande d'asile déposée depuis son propre pays (pensez à des Kurdes internés dans un centre turc).

de tenter leur chance sans autorisation : charter (avec violences pouvant entraîner la mort (1)), et prison en bonus. Les prisons européennes sont en effet surpeuplées par les étrangers, le plus souvent en détention provisoire (parce que sans garantie) ou condamnés pour simple infraction à la législation sur les immigrants : en 97, ils constituaient 25% des détenus français, 34% des détenus allemands, et 49% des détenus grecs (3). Parce qu'ils sont pauvres, illégaux (et souvent basanés), les immigrants sont les premières victimes de la « criminalisation de la misère » qui sévit actuellement en Europe (3).

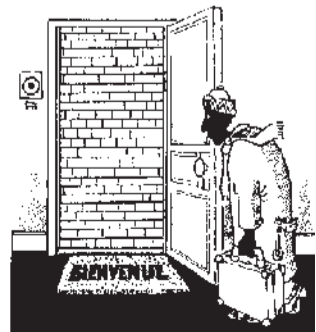
Jordan Jussieu

(1) <http://www.gisti.org/doc/actions/2003/anafe/violences-mars-2003.pdf>

(2) <http://www.gisti.org/doc/pleindroit/58/europe.html>

(3) Loïc Wacquant, « Les prisons de la misère »

Pour ceux qui auraient eu l'insolence



disposait ni des mécanismes décisionnels, ni des moyens qui lui auraient permis d'intervenir. » Un langage on ne peut plus clair : le peuple irakien, on s'en fout, on veut le pétrole, c'est tout.

Aujourd'hui, le but est toujours le même après l'invasion de l'Irak par les armées de Bush et d'une partie de l'Europe. Que ce soient Blair, Chirac, Schröder ou autres, l'enjeu est de donner aux entreprises européennes les moyens de piller la planète et pour ça, il faut une armée et des moyens financiers. L'Europe libérale a besoin de l'Europe militaire pour s'assurer une part du gâteau (les anglais l'ont remarqué à leur dépens, puisque visiblement, la gabegie des

entreprises américaines en Irak laisse très peu de place aux entreprises anglaises).

Aujourd'hui donc, cette course au contrôle des ressources de la planète entre les Etats-Unis et l'Europe conduit les dirigeants européens à faire de l'armement un élément central de la Constitution !

Dans ce texte de 260 pages, on peut trouver des choses assez significatives. Ainsi, si la constitution est ratifiée, seront un devoir constitutionnel : le réarmement (Article I-40, §3) et mener des opérations militaires dans le monde entier (Article III-210). On oblige les nouveaux arrivants à renouveler leur matériel militaire, je vous laisse deviner quelles dépenses vont être sacrées pour augmenter les budgets militaires...

Et pour ceux qui n'auraient pas compris à quoi vont servir ces armes, Javier Solana, haut responsable de la politique étrangère et de sécurité de l'UE, nous l'explique dans un projet stratégique dans le domaine militaire élaboré à la demande des chefs de gouvernements en 2003 : « En oeuvrant de concert, l'Union Européenne et les Etats-Unis peuvent constituer une formidable force au service du bien dans le monde. » Les forces du bien contre le mal, à part Star Wars, ça ne vous rappelle rien ?

Thomas, [Dunkerque]









Une collégienne avec un bandana exclue...

...avant l'application de la loi contre le voile ! Hilal, âgée de 11 ans avait été exclue pour avoir refusé d'enlever son foulard. Finalement un compromis avait été trouvé entre les enseignants, le rectorat et la famille : un bandana. Mais les enseignants se sont mis en grève contre la façon dont Hilal portait le foulard, et ont décidé de ne plus l'accepter en cours. Hilal pouvait pénétrer dans l'établissement mais elle était placée, seule, dans une salle d'étude « avec un suivi pédagogique individuel ».

Le 19 mars, les parents de Hilal ont saisi la justice pour demander la réintégration de leur fille, mais le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté leur demande, car cette réintégration

comportait « un risque d'atteinte à l'ordre public ». ... Avant de confirmer cette décision le CE a demandé à l'éducation nationale de définir le « bandana », ce qu'elle a fait : « un carré de tissu qui découvre le front tout en couvrant les oreilles noué dans le cou mais non solidaire du reste de la tenue ».

Réjouissons-nous donc de l'émancipation de Hilal qui grâce à Chirac et Ferry sera « libérée » du joug de la religion et ne représentera plus une menace « pour l'ordre public ».

## en bref



### Le chômage des jeunes : une priorité pour Chirac et Raffarin...

Le problème, c'est qu'il vaut mieux qu'ils n'en fassent pas trop car le chômage des 15 - 29 ans est celui qui progresse le plus vite pour atteindre 17,7 fin 2003, presque le double que la moyenne nationale...

### Vous avez aimé Sarkozy ? Vous adorerez Villepin !

Le nouveau ministre de l'intérieur n'a pas hésité à reprendre dans une interview au journal Le Monde, une idée des plus fameuses : « Je n'entends pas placer des policiers en permanence dans les établissements scolaires, ce n'est pas leur vocation. Mais je répondrai évidemment aux demandes des chefs d'établissement, s'ils le jugent nécessaire. » Par contre, entendre les revendications des enseignants qui réclament le retour des surveillants... alors là, ce serait du « gaspillage » pour l'Etat...

### Répartition des richesses

BNP Paribas : 3,7 milliards d'euros de bénéfices en 2003  
Société Générale : 2,4 milliards d'euros de bénéfices en 2003  
Crédit agricole : 1,3 milliards d'euros de bénéfices en 2003, etc...

« Une année exceptionnelle » selon les analystes... Bref la France n'a jamais été aussi riche que maintenant...

Autre record selon un récent rapport de l'Observatoire national de la pauvreté : en France, il y a au moins 7 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté... Bienvenue dans le capitalisme !

## Où vont les partis réformistes ?

**L**e projet politique des partis réformistes les confronte une fois au pouvoir à une situation contradictoire : devoir concilier le respect des promesses de réformes faites aux travailleurs et la gestion des affaires capitalistes à la tête d'un Etat bourgeois. La nature des partis réformistes revêt un caractère profondément opportuniste qui les pousse à se positionner au sein du rapport de forces entre le patronat et les travailleurs, tiraillés entre la pression du capital et celle du mouvement ouvrier. Dès lors que le mouvement ouvrier connaît un reflux et que les travailleurs s'en remettent aux réformistes, le patronat peut exercer une pression de plus en plus forte sur les dirigeants qui s'emploieront alors à satisfaire ses besoins. Mais les réformistes, lorsqu'ils sont rejetés dans l'opposition, sont capables d'effectuer un mouvement vers la gauche plus ou moins proportionnel à l'évolution du rapport de forces entre les travailleurs et le patronat. C'est par exemple ce qui a porté Jospin au pouvoir en se présentant comme débouché politique du mouvement de grève de 1995. Résultat : la seule réforme significative de ce gouvernement fut l'introduction des 35H mais elle fut tellement assortie de contreparties en

faveur du patronat (notamment en matière de flexibilité) que le gouvernement Raffarin peut aisément la remettre en cause tout en conservant ses effets néfastes. Par contre, le gouvernement de la gauche plurielle n'a pas été avare de contre-réformes libérales : il a plus privatisé que tous les gouvernements Juppé et Balladur réunis !

Alors, le résultat des dernières élections signifie-t-il que les travailleurs ont des illusions dans la gauche plurielle ? Pas tout à fait. Là encore, le score du PS est en liaison étroite avec le manque de confiance des travailleurs, notamment dans la capacité à changer les choses au moyen de la démocratie parlementaire. L'alternance quasiment bipartite en vigueur depuis plus de vingt ans, le jeu des alliances construisant un rapport de force au sein du système électoral et l'importance grandissante du Front National sont autant d'éléments qui favorisent la désillusion envers l'alternative institutionnelle (à noter le nombre toujours considérable d'abstentionnistes). Ce manque de confiance face au rapport de forces électoral (si la gauche n'a pas assez de voix, c'est la droite qui passe) rend un grand nombre de travailleurs naturellement sensibles à l'argument du « vote utile » (entendu

comme moindre mal). Aussi, sur un terrain qui leur est favorable, il est logique que les réformistes soient les bénéficiaires de la colère des travailleurs qui cherchent à utiliser les moyens institutionnels à leur disposition pour marquer leur opposition au patronat. Aussi, les résultats spectaculaires des élections régionales, loin de constituer une adhésion aux propositions du PS, sont surtout la marque d'une opposition frontale au gouvernement patronal de Raffarin avec « les moyens du bord ». Pour de nombreux travailleurs, voter pour le PS c'était être sûr que le gouvernement soit sanctionné. Et ce fut le cas ! La claque reçue par la droite aux élections constitue donc une victoire symbolique contre le patronat.

Sur France 2 le soir des élections, Olivier Besancenot, porteur des revendications du mouvement de mai-juin 2003, demanda à Julien Dray si le PS reviendrait sur la réforme des retraites une fois au pouvoir en rétablissant les 37,5 annuités pour tous. Dray commença par noyer le poisson puis, sommé par le journaliste de répondre à la question, il dû reconnaître à contrecœur qu'il faudrait revenir sur cette réforme injuste. Ironie déplacée lorsqu'on sait que le PS comptait mettre en place la même réforme (qu'il avait

signé à Barcelone en 2002) s'il avait été au pouvoir. Mais c'est justement cette nature opportuniste du réformisme qui le contraint à se rapprocher des revendications des travailleurs afin de conserver leur soutien. Evidemment, une fois le pouvoir conquis, ce sont les revendications patronales qui seront en majorité satisfaites, la machine d'Etat étant spécialement conçue à cet effet.

Ce n'est donc qu'en multipliant les victoires dans les luttes que le mouvement ouvrier peut développer une confiance en ses capacités propres qui lui permettra de se soustraire au fur et à mesure à l'influence des partis réformistes institutionnels. La campagne LCR-LO pour les européennes au mois de juin peut être au cœur d'un fort mouvement social. L'enjeu est alors de parvenir à donner une traduction politique au mouvement afin de favoriser un regroupement au sein d'une force anticapitaliste large qui permettra d'organiser l'offensive dans les luttes à venir.

Cédric, [Censier]

## Victoire pour les chômeurs recalculés

**L**e 3 mai, Jean-Louis Borloo, ministre « de l'emploi et de la cohésion sociale », a déclaré que les chômeurs recalculés seraient « réintégrés dans leurs droits ». Les « recalculés » sont ces chômeurs qui, suite à la réforme de l'UNEDIC, signée par le Medef et les syndicats CFTD, CGC et CFTC, voyaient leurs allocations chômage supprimées. Ce sont environ 613.000 chômeurs qui étaient concernés.

Ce revers du gouvernement est une victoire pour les chômeurs qui se mobilisent depuis des mois contre la réforme de l'UNEDIC. L'une des étapes marquantes de cette mobilisation a été la décision du tribunal de Marseille de condamner l'UNEDIC après une plainte des chômeurs. Cette victoire des chômeurs est l'illustration que le gouvernement Raffarin est déstabilisé et que nos luttes peuvent payer.

Mais cette victoire ne doit pas nous faire oublier que le gouvernement a refusé de

céder à une des revendications des chômeurs, l'augmentation des cotisations patronales. En effet, en multipliant les emplois précaires et les licenciements, les patrons créent chaque jour de nouveaux chômeurs et utilisent comme une menace ces chômeurs pour imposer des conditions scandaleuses à ceux qui travaillent : « si vous n'en voulez pas, y'en a d'autres qui attendent ». Il est donc logique que ce soient eux qui mettent la main à la poche pour indemniser les chômeurs...

Cette victoire est une brèche dans laquelle nous devons nous engouffrer pour faire reculer un peu plus le gouvernement sur la question des indemnités des intermittents du spectacle, toujours mobilisés, et pour imposer l'augmentation des cotisations patronales. Au-delà, nous devons tous ensemble revendiquer l'interdiction des licenciements et la création d'un emploi stable pour tous et toutes.

Amélie, [Tolbiac]





# La répression frappe de nouveau à Paris X-Nanterre !

**5** syndicalistes de l'Unef-Nanterre, dont quatre sont membres des JCR, ont été condamnés à deux mois d'exclusion avec sursis pour avoir participé à une occupation du toit de l'université, dans le cadre d'une campagne pour inscrire des étudiants sans-facs. Les militants vont faire appel de ce jugement inique. Si la sanction s'applique, cela veut dire que l'avenir professionnel des camarades est compromis : la sanction resterait inscrite sur leur dossier universitaire pendant cinq ans. De plus, l'administration de l'université pourrait à tout moment exclure pendant deux mois les camarades.

L'université de Nanterre est en train de devenir un mini-Etat policier, avec caméras de vidéosurveillance, vigiles, constructions

de murs entre les bâtiments... Si la direction applique cette politique, si elle réprime les syndicalistes et militants politiques, c'est pour pouvoir mieux appliquer une politique de casse des droits des étudiants, pour mieux détruire nos diplômes et nos conditions d'études.

La direction de Nanterre veut en finir avec son image de fac de banlieue, avec un passé soixante huitard. Elle veut « nettoyer » le campus. Mais la direction et les flics ne se débarrasseront pas comme ça de la liberté d'expression et de la volonté de lutte des étudiants contre la privatisation de l'université. Nous ne les laisserons pas faire, ils vont regretter leurs actes...

**Troublemakert**, [Nanterre]

# Printemps social : une nouvelle chance en 2004

**L'**année est passée bien vite et revoilà déjà le mois de mai. Les grandes manifestations vont reprendre avec un seul mot d'ordre : il nous faut une victoire. Car si l'année dernière, le gouvernement pouvait faire la sourde oreille aux revendications des grévistes en profitant d'une majorité incontestable, aujourd'hui, avec le résultat des élections régionales, sa légitimité est incertaine et la rue a plus que jamais son mot à dire.

Le printemps dernier nous a appris à quel point la droite méprise les revendications des travailleurs et a confirmé que le Gouvernement Raffarin était main dans la main avec le Medef. En guise de réponse aux manifestations, qu'il s'agisse des enseignants, des intermittents du spectacle ou des millions de travailleurs défendant leur retraite, la droite s'est contentée d'un insultant : « ce n'est pas la rue qui gouverne ».

N'oublions pas également que l'UMP est allée jusqu'à organiser des contre-manifestations dont le but était de discréditer les fonctionnaires. Nous étions face à des murs. Souvenons-nous des paroles de Luc Ferry, un « remercié » du gouvernement Raffarin II, qui, alors qu'il était encore ministre de l'Education nationale, avait commenté la grève des enseignants en disant : « ils veulent obtenir dans la rue ce qu'ils n'ont pas eu dans les urnes ! ». Aujourd'hui, les urnes sont en faveur de la rue !

Reconduire Raffarin était une obligation stratégique pour Chirac, inutile de revenir là-dessus, mais sa politique devait absolument changer de cap comme le désirait la population qui par son vote en mars dernier a administré à la droite une plus grande sanction que toutes les manifestations réunies. Nous pensions tous que le message était clair. Malheureusement, là encore, « l'autisme » gouvernemental tient bon et Raffarin avance

même qu'il compte « accélérer les réformes ». Face à tant de mépris pour la population, la rue doit encore une fois se faire entendre et frapper fort. Tirons les leçons de mai-juin 2003 et allons de l'avant, portés par la défaite de la droite lors des dernières élections.

Les conflits et les revendications vont une fois de plus se mêler car le gouvernement fait des mécontents dans bien des domaines. Les luttes doivent s'unir pour se renforcer. L'année dernière n'était qu'une répétition mais 2004 sera l'année de la victoire de la rue sur le gouvernement et le Medef. En avant pour la grève générale !

**Nicolas**, [Toulon]

# Non à la régression sociale ! Pas touche à la Sécu !

**D**émolition de la Sécu après celle des retraites, démontage méthodique du code du travail, de l'assurance chômage, casse du système des « intermittents du spectacle », invention perverse du RMA : l'attaque sur le terrain de l'emploi et du salaire est générale. Elle est d'une rare brutalité. Les acquis sociaux sont mis en cause, morceau par morceau. Les « réalités économiques » sont systématiquement invoquées. De nos conquêtes, difficilement acquises dans les luttes du monde du travail, ils ne veulent rien laisser debout. A ce sujet, l'accord est total avec le milliardaire Le Pen. Ils partagent avec le Medef et le baron Seillière leur mot d'ordre : « Tout pour le profit, faire marchandise de tout ! »

Après les retraites en 2003, ils s'attaquent de front aujourd'hui à la Sécu. Ces véritables contre-réformes se situent sur un terrain largement préparé par le travail de sape de la gauche plurielle au gouvernement de 1997 à 2002 !

## Ce qu'ils nous préparent...

Pour casser les retraites, tous les responsables de la contre-réforme ont d'abord juré qu'ils étaient pour la répartition. Aujourd'hui, les mêmes, la main sur le cœur, proclament que pour la réforme de notre système de santé, c'est le principe de solidarité qui les guide : il s'agirait de mettre en place « un système solidaire, mais plus économe en prélèvements obligatoires ». L'essentiel de leur politique est dit ici dans cette courte phrase ; en langage décodé, cela veut dire : « les sommes que le patronat est obligé de verser au pot commun du régime général sont trop importantes. Il est urgent de les diminuer massivement ». L'attaque est massive et d'une brutalité rare.

Le régime général assure le remboursement principal ; la mutuelle ou la complémentaire privée assure le complément de remboursement. Le but de la contre-réforme : diminuer très significativement le remboursement principal. Et que chacun, après, voit ce qu'il peut faire avec sa complémentaire ou

sa mutuelle... C'est le salaire socialisé qu'ils veulent faire disparaître à terme... Malheur aux plus pauvres !

Très logiquement, l'hôpital public absorbe une bonne partie du budget du régime général. Le but ici, c'est de se dégager de toute obligation et parvenir le plus rapidement possible à la privatisation de tout ce secteur, l'hôpital devenant une entreprise comme une autre. Pénurie de personnel, fermetures de services, fermetures d'hôpitaux de proximité, tout cela va encore s'amplifier. Le maître mot : rentabilité.

## Le trou de la sécu ? Quel trou ?

Depuis dix ans le MEDEF s'acharne à détruire l'image de la Sécu pour nous convaincre de la vendre. Claude Bébéar, président d'AXA Assurances, déclarait en 1993 : « la santé est un marché comme celui de l'automobile ». Le mot « charge » remplace celui de « cotisation patronale ». La santé n'est plus un droit, mais devient un coût.

Le gouvernement et le Medef nous annoncent un déficit de plus de 10 milliards d'euros. Ce fameux trou est un concept utile pour culpabiliser les jeunes et les salariés et nous faire accepter de payer encore. Ce qui pose problème au Medef et au gouvernement, ce n'est pas tant ce que coûte le système de santé mais bien davantage le fait que les 145 milliards d'euros dépensés par les Français pour leur santé échappent aux dents longues des assureurs privés. C'est bien la question d'une autre répartition des richesses, donc d'un choix de société qui est posée.

Certains chiffres, pourtant jamais contestés, sont systématiquement censurés. Les exonérations de cotisations accordées au patronat depuis 20 ans, c'est 21 milliards d'euros/an ! Les dettes patronales à la Sécu, c'est 1,9 milliards d'euros ! Celle de l'Etat, 4,2 milliards d'euros ! 100 000 chômeurs, c'est 1 milliard d'euros de recette en moins pour la Sécu ! Sans parler de l'offre publique d'achat du groupe pharmaceutique Sanofi contre le groupe Aventis qui représentait 50 milliards d'euros ! Pour le dire autrement : le 2ème

groupe français est capable de mettre sur la table l'équivalent de plusieurs « trous de la Sécu », pactole accumulé sur la santé ! Et il faudrait accepter des sacrifices ?

En 20 ans, les richesses créées en France chaque année ont augmenté de 50%. Le pays est globalement beaucoup plus riche. C'est l'activité collective de travailleurs qui est à la source de cette croissance. Mais une part grandissante de ces richesses a été accaparée par le profit qui a augmenté de 100% ! Le salaire se divise en salaire direct (salaire que nous percevons à la fin du mois) et en salaire indirect (toutes les cotisations sociales comme la Sécu et le reste de la protection sociale, c'est une forme de salaire socialisé). Ce salaire total n'a quant à lui augmenté que de 25%. Rien, absolument rien, on le voit bien, ne justifie de nouvelles régressions !

## Aux patrons de payer !

Raffarin et Douste-Blazy nous parlent d'« efforts partagés ». L'heure serait grave, il faudrait s'unir derrière leur projet de contre-réforme de l'Assurance maladie, celui qu'ils refusent de rendre public afin d'éviter un mouvement de colère.

Ils répètent que leur politique « équilibrée » est celle du bon sens, que nous sommes tous dans le même bateau et que si nous voulons éviter qu'il coule chacun doit faire des sacrifices. Mais ce discours ne parvient pas à cacher que ce sont toujours les mêmes, les salariés, qui font les sacrifices. Tous les gouvernements nous disent depuis des décennies, « serrez vous la ceinture, demain ça ira mieux », mais à cause de leurs politiques antisociales demain ne va jamais mieux. Les jeunes et travailleurs n'ont que trop

cedé. Pour financer la Sécu et la santé pas question de mettre encore la main au porte-monnaie.

Le gouvernement voudrait baisser le taux de remboursement des soins, dérembourser un nombre important de médicaments, ce qui aurait de graves effets dans les classes populaires, et il faudrait en plus que nous payions plus à cause d'une augmentation de la CSG... Hors de question ! Ceux sont ceux qui sont responsables du « trou de la Sécu » qui doivent rembourser. Le courage politique consiste à engager la bataille pour augmenter les cotisations patronales et à reprendre notre dû sur les profits.

## Mobilisation générale !

C'est une régression sociale immense qui s'annonce : elle mérite une riposte plus ample encore que celle de 2003. Cette riposte devra être unitaire, interprofessionnelle, et réunir cette fois les jeunes en formation et les salariés du public et du privé. Il est tout à fait possible d'empêcher Chirac, Raffarin,

Douste-Blazy de casser la Sécurité Sociale comme il est tout à fait possible d'imposer une autre réforme basée sur la répartition des richesses et la gratuité des soins grâce à l'augmentation des salaires et des cotisations patronales ! Mais pour cela il faudra une mobilisation exceptionnelle : nous devons refuser la résignation et l'attentisme. Il est temps de prendre nos affaires en main et de ne compter que sur nous même.

Pour rassembler et organiser dès aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui sont décidés à se battre jusqu'au bout il est nécessaire de structurer des comités interprofessionnels de défense de la Sécu comme il en existe de plus en plus partout en France. Il n'y a pas de mystères pour qu'émerge un mouvement massif d'opposition à la contre-réforme il faut se bouger. Unissons lycéens, étudiants, salariés du public et du privé ; avec tracts, pétitions, affiches préparons la grève générale... Militier c'est (pour) la santé !

**Dimitri**, [Metz]





# 1945 : de Sétif à Madagascar, un nouvel ordre mondial construit dans le sang



La célébration prochaine du soixantième anniversaire du débarquement anglo-américain sur les côtes normandes le 6 juin 1944 va être l'occasion d'une nouvelle offensive idéologique. La présence du président états-unien Georges W. Bush, sur l'invitation de Chirac, n'est pas innocente. Elle vise à donner une véritable justification aux interventions de puissances occidentales, qu'il s'agisse de l'Irak, de la Tchétchénie ou de la Côte d'Ivoire. Il ne s'agirait que d'opérations de libération des peuples, d'établissement de la démocratie et de la paix. Et les grandes démocraties occidentales, comme lorsqu'elle disposaient d'empire coloniaux, auraient pour charge d'apporter la démocratie aux peuples du Tiers-Monde. Mais derrière la jolie fable de la défense des peuples et de la démocratie se cache une réalité beaucoup moins sympathique. En effet, lorsque l'on célèbre la fin de la seconde guerre mondiale, chaque 8 mai, on occulte systématiquement la réalité de ce que l'on appelle la Libération. Car quand on entend parler de paix, liberté et démocratie, il faut entendre paix, liberté et démocratie pour le monde occidental. En ce qui concerne les peuples colonisés, c'est une autre histoire.

## La domination coloniale en crise

La Seconde Guerre Mondiale avait eu des répercussions considérables dans l'ensemble des domaines. Mais surtout dans le domaine colonial. En effet, la période d'avant-guerre se caractérisait dans la mentalité des peuples colonisés par une sorte de crainte respectueuse à l'égard de l'homme blanc. Ce complexe d'infériorité se traduisait parfois par le refus de mettre en avant la revendication de l'indépendance. Cette mentalité avait été construite par les puissances coloniales qui se considéraient et se présentaient comme chargées d'une mission civilisatrice. Le fameux « fardeau de l'homme blanc », chargé par Dieu ou par la nécessité du progrès, d'éduquer et de civiliser le reste du monde. L'Église joua un grand rôle dans la construction de cette vision raciste d'une hiérarchie des peuples du monde.

Mais les désastres de l'année 1940, qui vit par exemple la France balayée en 6 semaines par les armées allemandes, commença à briser cette image. Elle mit à nu les rivalités entre les puissances impérialistes et contribua à casser l'auréole de supériorité dont pouvait se parer l'Européen. Ce phénomène fut particulièrement sensible en Asie du Sud-Est par le rôle joué par le Japon. Il démontra qu'une puissance asiatique pouvait vaincre une puissance coloniale, en l'occurrence la France et la Grande Bretagne.

Très rapidement, les puissances

coloniales prennent conscience des dangers de cette situation. Pendant la guerre se tient par exemple la conférence de Brazzaville au début de l'année 1944. Bien sûr, aucun représentant des peuples colonisés n'assiste à la conférence, qui a pour but d'élaborer une nouvelle politique coloniale. Pour les représentants français, l'objectif est très clair, c'est la préservation de l'empire colonial. La suite logique de cette mansuétude pour les peuples coloniaux se traduit dans la formule de l'Union Française, élaborée en mars 1945 et qui fut adoptée par le parlement le 28 septembre 1946.

## Algérie 1945

Mais la fin de la guerre ne ramène pas le calme. L'agitation s'est développée dans l'empire colonial français pendant la guerre et elle va se poursuivre. Notamment parce que les espoirs placés dans la « France Libre » et dans les quelques rares mesures de libéralisation qu'elle met en place, vont être très rapidement déçus. Les populations se rendent compte que derrière les bonnes intentions, c'est toujours la même logique coloniale et raciste que l'on retrouve. Les premières révoltes d'ampleur vont se produire en Algérie. En effet, le 8 mai 1945, alors que l'on célèbre la fin de la guerre et la victoire sur le nazisme, de violentes émeutes éclataient en Algérie, principalement à Sétif et à Guelma. Elles sont essentiellement dues au mécontentement populaire, causé par la pénurie alimentaire. Mais les manifestants reprennent également le mot d'ordre d'indépendance. Immédiatement, l'hypocrisie française se dévoile. La « France Libre » avait bien accordé la citoyenneté française à quelques dizaines de milliers de musulmans, pour faire montre de sa bonne volonté. Mais l'indépendance, c'est trop ! Immédiatement, la répression se déchaîne et fut particulièrement féroce, menée par la police et l'armée avec le concours de l'aviation, qui bombarde la population sans distinction. Le mouvement national algérien parla de plus de 40 000 victimes. Kateb Yacine avait seize ans, il était à Sétif: « On voyait des cadavres partout, dans toutes les rues... La répression était aveugle; c'était un grand massacre ». Un témoin déclarait : « Les légionnaires prenaient les nourrissons par les pieds, les faisaient tourner et les jetaient contre les parois de pierre où leurs chairs s'éparpillaient sur les rochers ».

Les émeutes de Sétif et de Guelma ouvrent une période d'instabilité pour l'empire colonial français. La révolte couve et éclate parfois au grand jour. La prise de conscience nationale se reflète également dans les élections, où malgré les trucages de l'administration coloniale, les partis de résistance nationale enregistrent d'excellents scores. Ainsi, lors du vote du deuxième collège algérien en juin 1946, sur 13 députés, 11 appartenaient au Manifeste

algérien. A Madagascar également, les deux députés étaient deux membres du Mouvement Démocratique de la Révolution Malgache.

## Madagascar 1947

C'est à Madagascar que la répression va être la plus terrible. Dès le début de l'année 1947, des mesures de rigueur étaient prises, l'administration et les colons n'appliquaient pas les nouvelles réglementations et multipliaient tracasseries et provocations. Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, des éléments nationalistes attaquaient un camp militaire, coupaient une voie ferrée et massacraient quelques colons. Face à cette attaque, la répression fut une des plus sangninaires du colonialisme français. La police et les colons européens jouèrent les justiciers et multiplièrent les exécutions sommaires. Mais surtout, contre l'insurrection, l'armée envoya des troupes sénégalaises, comme elle l'avait déjà fait à Sétif. Pour garantir sa domination, la France utilise ce vieux principe : « Diviser pour mieux régner », et oppose les peuples colonisés les uns aux autres en espérant ainsi détourner le mécontentement et la colère. Selon un chiffre officiel, la répression fit quelques 89 000 victimes. Un véritable massacre qui démasquait définitivement la réalité du colonialisme français.

Ces deux exemples de l'Algérie et de Madagascar montrent combien les célébrations de la victoire du 8 mai 1945 et les discours qui les accompagnent ne sont qu'une vaste farce. Démocratie, liberté, paix : ces valeurs ne s'appliquent qu'au monde occidental. Aimé Césaire, militant anti-colonialiste, l'avait bien compris. Il écrivait ainsi dans son ouvrage intitulé Discours sur le colonialisme que ce que le bourgeois blanc et chrétien du 20e siècle n'avait pas pardonné à Hitler, c'était d'avoir appliqué des méthodes coloniales à l'homme blanc lui-même ! Et surtout, il n'a pas pardonné aux populations colonisées leur volonté d'indépendance et leur aspiration à la liberté. N'oublions jamais que la Libération est trempée du sang de centaines de milliers d'Algériens, de Malgaches et d'Indochinois.

Camille, Saint-Denis



## Un poème malgache à la gloire des combattants

29 MARS

On a cru que vous étiez si timorés, si incapables,  
tellement dociles et aveugles.

Que vous n'auriez jamais osé crier pour exiger l'INDEPENDANCE

ni vous dresser pour défendre les droits de ce peuple

qui a courbé la tête et qui a souffert

d'avoir porté le joug du colonialisme.

On pensait que par les injures,

les emprisonnements, les tueries

On pensait qu'avec l'argent, la corruption et la ruse ,

On arriverait à bien asseoir le colonialisme.

Sur cette patrie éprise de liberté.

C'est au milieu de leurs cris et de leurs gémissements,

Au bout du fusil pointé vers eux ,

Dans les ténèbres et la terreur ,

C'est après que leur sang eut coulé, et que leur chair fut meurtrie

qu'on vit un ciel bleu apparaître à l'horizon:

La LIBERTE et l'INDEPENDANCE

Si longtemps attendues par la nation.

S'inclinent aujourd'hui ceux qui honorent la mémoire

de ceux qui sont ensevelis sous terre,

Cette terre qu'ils ont défendue sans compromis

Pour eux mais aussi pour les générations futures.

O! Valeureux pionniers de la lutte

Qui aviez combattu pour notre liberté !

Vous qui étiez à l'origine de notre liberté

et les artisans pour la conquérir !

Reposez en paix!

**Volonandro**



# Entretien avec Matthieu, de la compagnie Jolie Môme

**Après plus d'un an de mouvement des intermittents du spectacle, quel bilan peux-tu en tirer ?**

La première des choses à voir c'est que c'est un mouvement qui dure longtemps. Il fait partie d'une nouvelle forme de lutte, des luttes de précaires, mais des luttes qui durent. Le statut des intermittents, très précaire, fait qu'on arrive à lutter et travailler en même temps. On a pas d'impératif financier comme les profs, ou les cheminots. On est toujours habitué à se démerder, on a pas de contraintes économiques fortes parce que c'est la débrouille qui prime. C'est un secteur qui n'est pas énormément organisé, contrairement aux salariés d'une entreprise, on est très éparpillé. De plus, on a pas de centrale syndicale super forte, pas beaucoup de syndicats et pourtant on arrive à s'organiser et à ce que ça dure. Depuis le début du mouvement, ça fait presque un an, on a fait des propositions alternatives à ce qui avait été proposé par le MEDEF et la CFDT, on a pu mener l'action par la grève et aussi par d'autres moyens...

**Et maintenant, quelles perspectives ?**

Ce qui a marqué l'année dernière, c'est l'annulation des festivals. Maintenant à chaque fois qu'on se pointe devant un ministre, un maire, ou n'importe quel élu local, ils flipent parce qu'ils ont peur que leurs festivals soient annulés. Ils ont bien vu que c'était un apport économique énorme, en Avignon, on a parlé de 80 millions d'Euros de perte

pour tout le secteur touristique. Donc on a gagné un moyen de pression, qu'il faut savoir utiliser maintenant. Le premier gros truc qui peut vraiment foutre le bordel, c'est le festival de Cannes. En plus, on peut se retrouver très largement au niveau des intermittents, parce que c'est un festival du fric donc pas de risque de se confronter à des copains qui sont en train de faire un petit festival. On est peinard, on peut vraiment foutre le bordel. Et comme c'est une image internationale et nationale, on peut avoir un écho très important. Et cet enjeu-là est compris par beaucoup de monde : ça s'organise dans toute la France, il va y avoir des cars qui partent



de partout. Et en plus, au moins au niveau de la région, il y aura tous les mouvements sociaux qui sont prêts à s'organiser, les profs, les chômeurs... ils savent que si nous on gagne, si on arrive à lancer une brèche, faudra que tout le monde s'y mette. On est dans une période où le gouvernement est très fragilisé, le festival de Cannes est donc pour nous une grosse opportunité. Ils seront obligés de se positionner. En ce moment, ils jouent contre la montre, le nouveau ministre,

Renaud Donnedieu de Vabres dit qu'il est beaucoup plus ouvert, qu'il a bien compris que ce n'était pas une bonne réforme, qu'il discute... En réalité il joue avec le temps, avant les élections européennes. Ils ont un problème, ils ne veulent pas décevoir la CFDT (qui a signé le protocole avec le MEDEF) car s'ils se braquent avec elle, elle sera peut-être moins clémente sur les mouvements à venir, tel que sur la sécurité sociale par exemple.

**Et justement par rapport à votre nouveau ministre ?**

Je pense qu'il a déjà pris la température ! Sa première sortie en tant que tel était pour la cérémonie des Molières qui fut annulée grâce à un mouvement de grève des techniciens !

Il nous ont filé un mec avec des affaires judiciaires sur le dos, des ventes d'armes, un copain de Léotard... C'est une provocation, comme Fillon à l'éducation. On a aucun espoir sur lui, c'est de la communication, comme l'ensemble du gouvernement Raffarin d'ailleurs.

*Propos recueillis par Marie, [Jussieu]*

**Pour prendre contact et/ou se renseigner pour des départs en car pour le contre-festival de Cannes:**

**Coordination des intermittents et précaires d'île de France: 01.40.34.59.74**  
**cip-idf.ouvaton.org**  
**CGT spectacle: 01.48.03.87.76**  
**www.fnsac-cgt.fr**

## 21èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Du 25 au 31 juillet dans l'Etat espagnol

**A**rgentine, Palestine, Irak, Inde... Sur toute la planète, des millions d'hommes et de femmes se mobilisent pour lutter contre la misère et les injustices. En Europe aussi, les mobilisations, les grèves n'ont jamais été aussi fortes pour stopper la régression sociale que les gouvernements veulent imposer. Alors que les droits à la santé, à l'éducation, à la retraite sont remis en causes systématiquement, c'est une mobilisation permanente qu'il faut construire. Les lycéens, les étudiants, les précaires : nous avons tous notre rôle à jouer pour construire la contre offensive !

Dans le système capitaliste, c'est la concurrence de tous contre tous qui domine. Pour se faire sa place, il faut écraser les autres ! La conséquence de cela, c'est l'accumulation de toutes les richesses entre les mains d'une minorité alors que la majorité se fait exploiter et galère.

Les gouvernements des pays riches sont prêts à lancer des guerres meurtrières et à occuper des pays entiers pour dominer le monde et défendre les intérêts de quelques multinationales comme Total Fina Elf en Afrique, ou Halliburton en Irak.

Contre les nouvelles guerres impérialistes, la résistance doit aussi se développer et se coordonner à l'échelle internationale la résistance des peuples d'Irak, de Palestine et d'Afrique contre les occupations néo-coloniales est une question qui nous concerne tous.



## Qui est le vrai Monster?

**C**'est l'histoire d'une femme qui a tué sept mecs. Ce pourrait être l'histoire tristement banale et sordide de la « première tueuse en série » américaine, qui défraya quelques semaines les chroniques journalistiques par les détails quelques peu inhabituels de son parcours meurtrier. Une femme, une prostituée qui entretient une relation homosexuelle et dézingue ses clients les uns après les autres. Dans l'Amérique réactionnaire de l'époque, celle des années Reagan, Aileen Muros représente certainement le mal incarné. Voilà le monstre donc...

Mais fort heureusement le film de Patty Jenkins va bien au delà du cliché. Ce qu'il nous donne à voir et à juger à travers la figure d'Aileen Muros, c'est l'envers du décor, le coeur de l'autre Amérique. Celle des bords d'autoroutes lugubres et miteux, où tentent de survivre tous ceux que la société a exploités et opprimés jusqu'à la corde, pour ne laisser subsister que des ombres de ce qu'ils auraient pu être.

C'est là qu'a échoué Aileen et qu'elle termine sa longue dégringolade commencée depuis l'adolescence. Là qu'elle croise le chemin de Selby, dont elle tombe amoureuse, et qui va lui faire espérer un moment pouvoir vivre une autre vie. Là qu'elle tue une première fois, pour survivre, puis parce qu'elle n'a plus que ce choix là pour déverser sa colère, réparer l'injustice et inverser en quelque sorte le rapport de domination et d'aliénation dans lequel ce monstrueux système l'a obligée à vivre.

Mais pour permettre que le calme règne dans la ville et dans l'esprit des braves gens, la justice et la sécurité se doivent de triompher et mettre un terme aux « déviances » marginales. Seule contre le système, Aileen ne peut pas s'en sortir. Malgré tout, jusqu'à la dernière minute, même après l'ultime coup de grâce, elle fera face à ses juges en les accablant de sa colère et de sa révolte.

*Danièle, [Sorbonne]*

## La mort est mon métier

de Robert Merle

**C**e roman retrace l'histoire de Rudolph Lang, un fonctionnaire nazi : son enfance plutôt difficile, une adolescence baignant dans le climat de la première guerre mondiale, les différents boulots à son retour du front... A mesure que l'on tourne les pages, le profil psychologique du narrateur s'exprime, et c'est à travers ce portrait que le lien entre son enfance et ce qu'il est en tant qu'adulte se tisse. Rudolph fut élevé dans une discipline quasi militaire, tout comme ses aïeux : plusieurs d'entre eux firent carrière dans l'armée, c'est d'ailleurs ce à quoi il s'aspirait déjà à 13 ans. Son père lui inculqua le goût de l'exactitude et du « travail fait à fond », ce qui lui procura un sentiment de sécurité et de protection. Il devint garçon de salle en 1916 (à 16 ans), au service d'un capitaine de cavalerie et de ses Dragons, ce qui lui permit d'y entrer. Dès lors, sa formation à la caserne où la règle doit être parfaite commença. C'est à la même période qu'il abandonna toute croyance en Dieu pour ne plus se consacrer qu'à la Mère-Patrie.

Son début de carrière fut prometteur : il montait en grade et eut des hommes sous son commandement. Mais l'Allemagne perdit la guerre. Il dut travailler en tant qu'ouvrier à la chaîne, ce qui le rassurait : obéir lui permettait d'être en paix avec sa conscience. C'est ainsi qu'il refusa d'aider un collègue, par souci d'obéissance, ce qui finit par se retourner contre lui et à lui faire per-

dre son emploi. Il entre alors dans les corps francs, composés de soldats démobilisés après la guerre, qui restait en activité.

Dès lors, commettre des actes barbares fut son lot commun. Quelques temps après, Rudolph prit conscience que tout homme debout était utile à la patrie, et que son plus grand devoir était d'anéantir l'ennemi, en l'occurrence « le Juif », représenté sous une forme diabolique. Il s'inscrit alors à la SA et prêta serment à Hitler. Son dévouement ne devait connaître aucune limite. Il était chargé d'assurer la formation militaire et politique des jeunes pour en faire une milice, puis une cavalerie SS. Avec le succès de ses missions, un poste dans l'administration du camp de Dachau lui fut confié. C'est alors qu'il ne cessa de monter en grade avec une conscience tranquille, malgré la lourde tâche qui lui était incombée : l'exécution pratique de la Solution Finale. Auschwitz, les chambres à gaz, les crématoires : il fut un des rouages anonymes et essentiels des fonctionnaires d'Etat dévoués à « l'ordre public ».

Il menait une vie de famille en parallèle comme si de rien n'était : nul remords ne le torturait puisqu'il ne faisait qu'exécuter les ordres, avec simplement la passion du « travail fait à fond ». Il incarne la banalité de la barbarie dans une société où la mort est une industrie parmi d'autres...

*Fatima, [Rouen]*



Cela ne se fera pas en un jour... mais personne ne le fera à notre place !

Mais si nous voulons vraiment changer les choses, construire un autre monde débarrassé de la misère et des injustices, nous ne devons pas seulement résister au coup par coup sur les attaques. C'est une riposte d'ensemble à l'échelle internationale qu'il faut construire !

Alors pour commencer aujourd'hui à préparer les révolutions de demain, pour profiter des expériences de lutte des jeunes de toute l'Europe, une seule solution : réservez votre semaine du 25 au 31 juillet pour participer aux Rencontres Internationales de Jeunes !

**Le prix (c'est là que c'est dur) :**

125 euros, tout compris sur place (amenez juste une tente et des gamelles pour manger).

Pour le voyage, nous allons nous renseigner au plus vite.

En faisant des collectes, nous allons essayer de baisser tous ces prix. Aidez-nous !

**Inscrivez-vous dès maintenant !**

- O Je souhaite m'inscrire pour les Rencontres internationales de jeunes
- O Je suis intéressé par des transports collectifs
- O Je souhaite prendre contact avec les JCR
- Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_
- Adresse : \_\_\_\_\_
- Arrhes (20 euros minimum) : \_\_\_\_\_
- Age : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil



**Contre l'Europe des patrons,  
des flics et de la guerre...**

**Nos luttes n'ont  
pas de frontières !**

**Meeting national au  
Zénith (Paris) le 6 juin**



**Soutenons  
les listes LCR-LO**